



Conseil économique et social

Distr. générale
20 février 2014
Français
Original : anglais

Session de 2014

Point 4 de l'ordre du jour provisoire*

Élections, présentation de candidatures, confirmations et nominations

Élection de neuf membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels : renseignements biographiques concernant les candidats

Note du Secrétaire général

1. La procédure régissant l'élection des membres du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, telle qu'elle a été établie par la résolution 1985/17 du Conseil économique et social, est décrite dans le document [E/2014/9/Add.12](#). La liste des membres actuels du Comité figure en annexe au présent document.
2. Dans une note verbale datée du 21 octobre 2013, le Secrétaire général a invité les États parties au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels à présenter leurs candidats à l'élection au Comité dans les trois mois.
3. On trouvera dans l'annexe ci-après des renseignements biographiques sur les personnes dont les États parties au Pacte ont présenté la candidature.

* [E/2014/1/Rev.1](#), annexe II.



Annexe

Renseignements biographiques concernant les candidats à l'élection au Comité des droits économiques, sociaux et culturels^a

Aslan Khuseinovich Abashidze (Fédération de Russie)

Expérience professionnelle

- Depuis 2010 : Chef du département de droit international de l'Université russe de l'amitié des peuples
- Depuis 2006 : Directeur du Centre d'innovation en matière d'éducation et de recherche juridique de l'Université russe de l'amitié des peuples
- 2002-2006 : Assistant d'un membre de la Sous-Commission de la promotion et de la protection des droits de l'homme
- Depuis 2001 : professeur au département de droit international de l'Institut d'État des relations internationales de Moscou, qui relève du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie
- Depuis 1998 : professeur au département de droit international de la faculté de droit de l'Université russe de l'amitié des peuples
- 1988-1998 : professeur associé au département de droit international de la faculté de droit de l'Université russe de l'amitié des peuples

Activités professionnelles

- 2007-2009 : membre du Groupe de travail sur la détention arbitraire du Conseil des droits de l'homme
- Depuis 2010 : membre et Vice-Président du Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Activités universitaires

- Auteur de plus de 350 travaux sur différents domaines du droit international, publiés dans plusieurs pays (Arménie, Azerbaïdjan, États-Unis d'Amérique, Fédération de Russie, Géorgie, Grèce, Italie, Kazakhstan, République de Moldova, République tchèque, Royaume-Uni de Grande-Bretagne et d'Irlande du Nord, Serbie, Suisse, Ukraine, etc.)

Principaux domaines d'intérêt

- Droits de l'homme, droits des minorités et des peuples autochtones, droit international humanitaire, droit des organisations internationales, droit des traités, droit diplomatique et consulaire

^a On peut consulter la version longue du curriculum vitae de chaque candidat sur le site Web du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme. Les curriculum vitae ne sont pas revus par les services d'édition.

Activités publiques et d'édition

- Rédacteur en chef adjoint : *Mezhdunarodnoe pravo* (droit international); membre de comités de rédaction : *Annuaire russe de droit international*, *Moscow Journal of International Law*, *Herald of the Peoples' Friendship University of Russia* (Series in Law), *Russian-Azeri Journal of International Law*
- Chef de la Commission du droit international de l'Association de Russie pour les Nations Unies; membre du comité exécutif de l'Association de droit international (section russe); membre de l'Association de droit international; membre du conseil central de la Foreign Policy Association
- Membre de plein droit de l'Académie russe des sciences naturelles; membre du conseil d'experts en droit international du Ministère des affaires étrangères de la Fédération de Russie

Formation

- 1995-1998 : doctorat en sciences juridiques de la faculté de droit de l'Université russe de l'amitié des peuples
- 1989-1991 : programme de maîtrise à l'Institut Raoul Wallenberg des droits de l'homme et du droit humanitaire de la faculté de droit de l'Université de Lund (Suède)
- 1985-1988 : programme de doctorat à la faculté de droit de l'Université russe de l'amitié des peuples
- 1979-1985 : diplôme en droit de la faculté de droit de l'Université russe de l'amitié des peuples

Connaissances linguistiques

- Russe et géorgien : langues maternelles
- Anglais : très bonne maîtrise

Maria Virginia Bras Gomes (Portugal)

Date et lieu de naissance : 10 mars 1951, Goa (Inde)

Langues de travail : anglais et français

Formation

- Licence ès lettres (spécialisation en anglais), Université de Bombay (Inde)
- Diplôme d'études françaises, Université de Toulouse (France)
- Participation à la deux cent quatre-vingt-dix-huitième session des séminaires de Salzbourg sur la gestion des organisations non gouvernementales
- Quatre mois de formation dans le domaine des services sociaux aux États-Unis, University of Western Michigan, et services communautaires

Activités professionnelles

- Conseillère pour la politique sociale auprès du Directeur général de la sécurité sociale
- Coordination de l'établissement de rapports relatifs à la mise en œuvre d'instruments internationaux (Union européenne, Conseil de l'Europe, Organisation des Nations Unies), ou participation à l'établissement desdits rapports
- Coordination des travaux de groupes interdépartementaux et pluridisciplinaires relatifs aux politiques et aux pratiques suivies dans les domaines de la sécurité sociale, de la protection sociale, du développement social, de l'action sociale et des relations internationales, ou participation aux travaux desdits groupes
- Participation en qualité d'experte nationale et internationale à des conférences, séminaires et réunions
- Fonctions ministérielles pour effectuer des missions spéciales

Activités au sein du Comité des droits économiques, sociaux et culturels

(Mandat 2007-2010)

- Corapporteuse chargée d'examiner l'observation générale n° 19 sur le droit à la sécurité sociale
- Rapporteuse chargée d'examiner les directives révisées régissant l'élaboration des rapports nationaux sur la mise en œuvre du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels
- Vice-Présidente (2009-2010)

(Mandat 2013-2014)

- Rapporteuse du Comité
- Corapporteuse chargée d'examiner l'observation générale sur l'article 7 du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels (droit de jouir de conditions de travail justes et favorables) (en cours)

Fonctions actuelles

- Conseillère principale pour la politique sociale auprès du Ministère de la solidarité et de la sécurité sociale (Portugal)

Activités de formation

- Participation à des activités portant sur le système des organes conventionnels des Nations Unies, les principaux instruments relatifs aux droits de l'homme, les droits économiques, sociaux et culturels, les droits des femmes et la coopération internationale, organisées à l'intention d'experts du Ministère du travail et de la sécurité sociale, des universités, des organismes de défense des droits de l'homme, et à des programmes de formation d'organisations non gouvernementales
- Membre du corps enseignant, Université d'été, Human Rights Law Centre, Nottingham University (2008)
- Réunion du Réseau mondial de praticiens des droits de l'homme du Programme des Nations Unies pour le développement (2009)
- Participation à la formation offerte par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme sur l'établissement des rapports à l'intention des organismes des Nations Unies créés en vertu d'instruments relatifs aux droits de l'homme (Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels) au Sénégal et au Cap-Vert (2010), en Gambie (2011), au Burkina Faso (2012) et en Angola (2013)
- Membre enseignant au Leadership Institute, Programme sur les droits économiques, sociaux et culturels des femmes (2011, 2012 et 2013)

Exposés, recherches et publications

Exposés et recherches sur divers aspects des droits économiques, sociaux et culturels et des politiques et pratiques socioéconomiques. Parmi les plus récents :

- From non-discrimination to substantive equality: the on-going challenge (2012)
- Inclusion Strategies in times of democratic transition: the Portuguese experience (2012)
- Challenges for the promotion and protection of the rights of older persons (2013)
- Optional Protocol to the International Covenant on Economic, Social and Cultural Rights – strengths and challenges (2013)
- Addressing inequalities and discrimination, in the context of the International Forum for the Operational Review and Appraisal of the Implementation of the Programme of Action of the International Conference on Population and Development beyond 2014

Principaux articles

- « The future of economic, social and cultural rights » et « Individualization and the crumbling of the Welfare State », publiés par Palgrave Macmillan
- « Human rights and development: the two sides of the same coin », publié par Iboorberg Verlag GmbH and Co, KG
- « Multicultural Europe: combating racism and intolerance », publié par la Commission nationale consultative des droits de l'homme (France)
- « Discrimination, Mega-development and Conflict: the insurmountable triangle », publié par Duncker & Humblot
- « Right to Work and Rights at Work: gender implications » (à paraître)

Autres fonctions

- Conseil d'administration du Centre européen des droits des Roms
- Conseil international du Programme sur les droits économiques, sociaux et culturels des femmes
- Groupe consultatif de haut niveau sur la désinstitutionalisation du Réseau social européen
- Conseil d'administration du Comité portugais du Fonds des Nations Unies pour l'enfance
- Commission nationale des droits de l'homme (Portugal)

Laura-Maria Craciunean (Roumanie)

Date et lieu de naissance : 17 mars 1978, Sibiu (Roumanie)

Langues de travail : anglais, français et espagnol

Formation

A. Études principales

- **Études postdoctorales en droit** (2013), Université Lucian Blaga de Sibiu (Roumanie) – Recherches sur la protection internationale des droits culturels et de la diversité culturelle
- **Doctorat en droit** (2008), Université Lucian Blaga de Sibiu (Roumanie)
- **Études postuniversitaires en droit** (2002), Université Lucian Blaga de Sibiu (Roumanie)
- **Licence en droit** (2001), Université Lucian Blaga de Sibiu (Roumanie)

B. Formation complémentaire

- **Chercheuse invitée** (2012), Amsterdam Center for International Law, faculté de droit de l'Université d'Amsterdam (Pays-Bas)
- **Membre du groupe de recherche sur la diversité culturelle** (2009), Académie de droit international de La Haye, Centre d'études et de recherches de droit international et de relations internationales, La Haye (Pays-Bas)
- **Stages de recherche et de documentation** : **1.** Institut Max Planck de droit public comparé et de droit international, Heidelberg (Allemagne) (2013); **2.** Institut universitaire européen, Académie de droit européen, Florence (Italie) (2011)
- **Formations spécialisées** : **1.** Le droit à un procès équitable à la Cour européenne des droits de l'homme, Fair Trials International, Strasbourg (France) (2012); **2.** Cours d'été en droit international public, Académie de droit international de Xiamen, Xiamen (République populaire de Chine) (2010); **3.** Cours d'été en droit allemand et européen, Ludwig Maximilians Universität, Munich (Allemagne) (2008); **4.** Cours de spécialisation en droit international pénal, Institut supérieur international des sciences criminelles, Syracuse (Italie) (2007); **5.** Cours d'été en droit international public, Académie de droit international de La Haye, La Haye (Pays-Bas) (2007); **6.** Université d'été – Europe Between the Freedom of Culture and the Culture of Freedoms, faculté de droit de l'Université Lucian Blaga de Sibiu (Roumanie) (2007); **7.** The International Criminal Court – Status Quo and Future Challenges, organisé par l'Académie de droit européen, Trier (Allemagne) (2007); **8.** Cours d'été sur le droit des droits de l'homme, Institut universitaire européen, Académie de droit européen, Florence (Italie) (2006).

Expérience professionnelle

- **Expérience dans le domaine universitaire :** **1.** conférencière (droit international public, droit diplomatique, droit humanitaire), depuis 2008; **2.** maître de conférences (droit international public, droit constitutionnel roumain), 2006-2008; **3.** tuteur (droit international public, droit constitutionnel roumain), 2004-2006; **4.** tuteur remplaçante (droit international public, droit constitutionnel roumain), 2002-2004

Toutes ces fonctions ont été exercées à la faculté de droit de l'Université Lucian Blaga de Sibiu (Roumanie).

- **Expérience professionnelle dans le domaine juridique :** **1.** avocate (droit du travail, droit de la famille), Union nationale des barreaux roumains, ordre des avocats de Sibiu (depuis 2010); **2.** conseillère juridique (droit du travail, droit commercial) pour Nina, Tacom et Icos Trading Ltd (2003-2004); **3.** conseillère juridique (droit du travail, droit commercial) pour la société Al-Comsib Stock (2001-2003)

Fonctions actuelles

- **Domaine universitaire : conférencière** (depuis 2008) – droit international public, droit diplomatique, droit humanitaire – faculté de droit de l'Université Lucian Blaga de Sibiu (Roumanie); cosecrétaire du comité de rédaction de la revue juridique *Acta Universitatis Lucian Blaga Jurisprudentia*; Secrétaire du Public Law Research Center; Membre d'ADESTE
- **Domaine juridique : avocate** (depuis 2010) – droit du travail, droit de la famille, Union nationale des barreaux roumains, ordre des avocats de Sibiu
- **Affiliation à des associations : membre** de la Société européenne de droit international (depuis 2008); de l'European Criminal Law Association (depuis 2007); de l'Association of Attendees and Alumni de l'Académie de droit international de La Haye (depuis 2007); membre et fondatrice du centre de conseillers juridiques de Sibiu (2004-2010); membre de l'ordre des avocats de Sibiu (depuis septembre 2010) et du Comité consultatif de l'agence locale pour l'emploi de Sibiu (depuis 2001)

Publications

- **Ouvrages et articles :** 9 livres (dont 4 sur les travaux du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, les droits de l'homme en général et les droits économiques, sociaux et culturels en particulier); 65 articles et commentaires (dont 25 sur les travaux du Comité des droits économiques, sociaux et culturels, les droits de l'homme en général et les droits économiques, sociaux et culturels en particulier), publiés en Roumanie (Wolters Kluwer Romania, CH. Beck, Hamangiu Publishing House), en Italie (Aracne Roma Editrice), aux Pays-Bas (Martinus Nijhoff Publishers, Brill) et au Royaume-Uni (à l'impression)
- **Domaines de recherches :** droit international public; droits économiques, sociaux et culturels, droits et protection des minorités

Chandrashekhar Dasgupta (Inde)

Date et lieu de naissance : 29 mai 1940, Kolkata (Inde)

Langues de travail : anglais, espagnol, hindi et bengali

Formation : licence (avec mention), Université de Dehli

Activités professionnelles

- Carrière diplomatique dans le service diplomatique indien de 1962 à 2000; Ambassadeur auprès de l'Union européenne (1996-2000), Ambassadeur en Chine (1993-1996), Haut-Commissaire en République-Unie de Tanzanie (1983-1986) et Haut-Commissaire à Singapour (1981-1983), etc.
- Vice-Président du Conseil économique et social (1988-1989) et Vice-Président du Conseil d'administration du Fonds des Nations Unies pour l'enfance (1988-1989), etc.

Fonctions actuelles

- Vice-Président du Comité des droits économiques, sociaux et culturels
- Membre du Conseil du Premier Ministre sur les changements climatiques
- Membre éminent de l'Energy and Resources Institute (New Delhi)

Publications

- Plusieurs chapitres de livres et articles de journaux sur les problèmes environnementaux et de développement durable ayant une incidence sur les droits économiques, sociaux et culturels

Olivier De Schutter (Belgique)

[Original : français]

Date et lieu de naissance : 20 juillet 1968, Ixelles (Belgique)

Langues de travail : français, anglais et néerlandais

Situation/fonction actuelle : Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation (1^{er} mai 2008-1^{er} mai 2014), professeur en droits de l'homme à l'Université de Louvain (Belgique) et au Collège d'Europe (Pologne), professeur invité à Columbia University

Principales activités professionnelles

- Professeur en droits de l'homme à l'Université de Louvain (depuis 1999)
- Professeur invité sur une base régulière aux institutions suivantes : Columbia University (2008-2013), New York University (2004-2005), Université Abomey-Calavi (Cotonou, Bénin) (1999-2005)
- Membre du Comité scientifique de l'Agence des droits fondamentaux de l'Union européenne (2013-2018)
- Coordonnateur du Réseau d'experts indépendants en matière de droits fondamentaux de l'Union européenne (2002-2007)

Études

- Doctorat (droit), Université catholique de Louvain (1998)
- Maîtrise en droit, Harvard University (1991)
- Licence en droit, Université catholique de Louvain et Paris 2-Assas (1990)
- Diplôme de l'Institut international des droits de l'Homme, Strasbourg (1992) (*cum laude*)

Autres activités principales liées au mandat du Comité

- Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation (2008-2013)
- Secrétaire général de la Fédération internationale des ligues des droits de l'homme, sur les questions de mondialisation économique et droits de l'homme (2004-2008)
- Coordonnateur du réseau académique sur la Charte sociale européenne (2006-2008)
- Coordonnateur du Réseau d'experts indépendants en matière de droits fondamentaux de l'Union européenne (2002-2007)

Liste des publications les plus récentes dans ce domaine

I. Rapports préparés en qualité de Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à l'alimentation

- Au cours de son mandat, le Rapporteur spécial sur le droit à l'alimentation a présenté 15 rapports sur ses missions pays, ainsi que 11 rapports thématiques,

y compris un rapport liminaire présentant son programme de travail. Son rapport final sera présenté à la vingt-cinquième session du Conseil des droits de l'homme. En outre, le Rapporteur spécial a présenté deux rapports portant sur la crise des prix alimentaires, conformément à la résolution S-7/1 du Conseil des droits de l'homme, adoptée lors de la session spéciale consacrée à la crise des prix alimentaires, le 22 mai 2008. Enfin, il a présenté sept notes d'information sur diverses questions liées au mandat qui lui a été confié. L'ensemble de ses contributions peut être consulté à l'adresse suivante : www.srfood.org/fr

II. Livres

1. *La Charte sociale européenne, une constitution sociale pour l'Europe*, Bruylant, 2010
2. *International Human Rights Law. Cases, Materials and Commentary*, Cambridge University Press, 2010
3. *Economic, Social and Cultural Rights as Human Rights* (éd.), Edward Elgar, 2013
4. *Commentaire article par article du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels* (Paris, Economica, 2014) (sous presse) (codir. E. Decaux)
5. *Social Rights and Market Forces. Is the open coordination of employment and social policies the future of Social Europe?* (codir. S. Deakin), Bruylant, 2005
6. *Discriminations et marché du travail. Liberté et égalité dans les rapports d'emploi*, P.I.E. Peter Lang, 2001
7. *Ethnic Monitoring. The processing of racial and ethnic data in anti-discrimination policies: reconciling the promotion of equality with privacy rights*, Bruxelles, Bruylant, 2010
8. *Transnational Corporations and Human Rights* (éd.), Hart Publ., 2006
9. *L'économie politique de la faim. Garantir le droit à l'alimentation dans un contexte de ressources rares*, éd. hors commerce, texte de la Leçon inaugurale 2010 de l'École nationale supérieure d'agriculture d'Angers, 2010
10. *Accounting for Hunger. The Right to Food in the Era of Globalization*, Hart Publishing, 2011
11. *Foreign Direct Investment and Human Development*, Routledge, Londres, 2012, 350 pages (avec Jan Wouters and Johan F. Swinnen, codir.)

III. Chapitres et articles

- Le professeur De Schutter a publié plus de 200 articles ou chapitres d'ouvrages sur divers aspects du droit international des droits de l'homme. Environ 50 de ces contributions ont porté spécifiquement sur les droits économiques et sociaux.

Azzouz Kerdoun (Algérie)

[Original : français]

Comité des droits économiques, sociaux et culturels

- Date de première élection : 1^{er} janvier 2003
- Date d'expiration du mandat : 31 décembre 2014
- Position au Comité : Vice-Président

Expérience professionnelle

- Professeur des universités en droit international public et sciences politiques
- Directeur du laboratoire « Maghreb-Méditerranée »
- Expert auprès de plusieurs organisations nationales et internationales travaillant dans le domaine des droits de l'homme et de l'environnement
- Membre expert auprès du Haut Conseil national de l'environnement et du développement durable
- Professeur invité dans plusieurs universités étrangères à travers le monde
- Président de la Commission de révision de la Constitution
- Douze ans d'expérience dans le domaine des droits de l'homme avec le Comité des droits économiques, sociaux et culturels
- Expert-Rapporteur de plusieurs pays avec le comité des droits économiques, sociaux et culturels
- Mission pour les Nations Unies en Haïti pour les droits de l'homme
- Expert et membre du Groupe de travail sur la gouvernance en Méditerranée

Publications scientifiques

- Six ouvrages publiés dans le domaine des relations internationales et plus de 80 articles publiés dans les revues spécialisées, ainsi que des communications et conférences prononcées dans de nombreux forums

Titres et diplômes

- Baccalauréat ès lettres de l'Académie de Paris (1969-1970)
- Licence de droit public, Université de Constantine (1975)
- Certificat des droits de l'homme au Centre international des droits de l'homme de l'Université de Strasbourg (1977)
- Diplôme d'études approfondies en droit international public, Université de Montpellier (1978)
- Diplôme d'études approfondies en sciences politiques, Université de Montpellier (1979)
- Doctorat d'État en droit public, Université de Montpellier (1981)

- Qualification dans les fonctions de maître de conférences en droit public dans les universités françaises (2002)

Position actuelle

- Professeur titulaire de droit international public et de science politique à l'Université Constantine 1
- Directeur du laboratoire Maghreb-Méditerranée
- Président de la Commission de réforme constitutionnelle en Algérie

Langues de travail

- Arabe, français et anglais

Distinctions et mérites

- Nominé pour le prix « Afrique-Méditerranée » par l'Association des écrivains de langue française pour l'ouvrage sur *La coopération arabo-africaine. Dimensions et perspectives* publié en 1987
- Distinction du mérite scientifique de la municipalité de la ville de Constantine (2003)
- Nominé pour l'entrée à l'Académie française des sciences d'outre-mer, Paris (2007)
- Médaille des droits de l'homme décernée par l'Ombudsman de la République d'Ukraine, Kiev (2008)

Jaime Marchán Romero (Équateur)

[Original : espagnol]

Date et lieu de naissance : 15 mars 1947, Quito

Langues de travail : espagnol et anglais

Formation : sciences sociales, droit et droit international

Activités professionnelles

- Membre (ex-Président) du Comité des droits économiques, sociaux et culturels
- Professeur en droits de l'homme à l'Institut Henry Dunant
- Consultant et conférencier sur les droits de l'homme

Fonctions actuelles

- Écrivain (prix national de littérature « Joaquín Gallegos Lara 2013 »)
- Membre de l'Institut hispano-luso-américain de droit international
- Membre de l'Académie équatorienne de la langue

Publications

- « El Sentido de las Obligaciones de los Derechos Económicos, Sociales y Culturales », *Revue AFESE*, Ministère des relations extérieures (Quito, 1998)
- « La justiciabilidad de los Derechos Económicos, Sociales y Culturales », *Elaboración de Estrategias para la Promoción de los Derechos Económicos, Sociales y Culturales* (Buenos Aires, 2001)
- « Los derechos económicos, sociales y culturales en el contexto de América Latina », *Séminaire sur les droits de l'homme organisé par le Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme et la Commission économique pour l'Amérique latine et les Caraïbes* (Santiago du Chili, 2004)
- « Hacia un Comentario General del Comité de Derechos Económicos, Sociales y Culturales sobre el Derecho de toda persona a participar en la vida cultural » (art. 15, par. 1 a) du Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels), *journée de débat général* (Genève, 2008)
- « El Protocolo Facultativo del Pacto Internacional de Derechos Económicos, Sociales y Culturales: contenido y alcance » (San José (Costa Rica), 16-17 décembre 2010)
- « La justiciabilidad de los derechos económicos, sociales y culturales : un enfoque desde la experiencia iberoamericana », *Séminaire sur les droits de l'homme de la Fédération ibéro-américaine des défenseurs des droits de l'homme* (Alcalá de Henares, 19 mai 2011)
- « La protección de los derechos económicos, sociales y culturales en los sistemas europeo y universal de derechos humanos: algunas especificidades y convergencias », *Congrès international : « Los derechos humanos : seña de identidad de las políticas europeas »* (Saint-Sébastien, 8-11 mai 2011)

- « La responsabilidad de los Estados en la protección de los derechos económicos, sociales y culturales ante la globalización ». Conférence à la faculté de droit de l'Université de Bilbao (Bilbao, 19 avril 2012).

Renato Zerbini Ribeiro Leão (Brésil)

[Original : espagnol]

Date de naissance : 24 octobre 1970, Brasilia Distrito Federal

Langues de travail : portugais, espagnol et anglais

Formation

- Doctorat en droit international et relations internationales, Université autonome de Madrid, 2008; thèse intitulée : « Los Derechos Económicos, Sociales y Culturales en Europa y América : un estudio a partir de la construcción jurisprudencial de los Sistemas Europeo e Interamericano de Protección de los Derechos Humanos ». Note maximale : Mention très bien avec félicitations du jury. 13 juin 2008
- Diplôme d'études approfondies en droit international et relations internationales, Institut universitaire de recherche José Ortega et Gasset et Université autonome de Madrid; mémoire intitulé « Los Derechos Económicos, Sociales y Culturales en el Sistema Interamericano de Derechos Humanos tras la vigencia del Protocolo de San Salvador », achevé le 22 juin 2006
- Maîtrise en relations internationales, Université de Brasilia, « Os Direitos Econômicos, Sociais e Culturais na América Latina : um estudo a partir do Protocolo de San Salvador », achevée en 2000
- Licence en droit, Centre universitaire de Brasilia, juillet 1995
- Licence en relations internationales, Université de Brasilia, décembre 1994

Fonctions actuelles

- Depuis 1995 : avocat : protection internationale de la personne humaine; droit international public; droits économiques, sociaux et culturels; droit constitutionnel
- Depuis 2000 : professeur à la faculté des sciences juridiques et sociales du Centre universitaire de Brasilia
- 2001-2014 : membre et Vice-Président du Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Activités professionnelles

- 2009-2012 : Coordonnateur général du Comité national pour les réfugiés du Brésil
- 2003-2004 : coordonnateur du cours de licence en relations internationales du Centre universitaire de Brasilia
- 1999-2004 : consultant juridique, Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés
- 2001-2004 : chercheur et professeur à l'Institut des relations internationales de l'Université de Brasilia

- 1998-2003 : avocat au cabinet Alino et Roberto (droit social, international et constitutionnel)
- 1995-1998 : administrateur du programme relatif aux droits de l'homme, à l'ethnicité et aux peuples autochtones, Institut interaméricain des droits de l'homme, San José (Costa Rica)

Publications (liste non exhaustive)

- « The access of individuals to the Committee on Economic, Social and Cultural Rights ». *Universitas Relações Internacionais*. vol. 11, n° 1 (janvier-juin 2013), p. 29 à 38
- « Human Rights as an essential element of contemporary international community », *Revista del Instituto Interamericano de Derechos Humanos*. n° 55, semestral. IIDH: San José (Costa Rica). ISSN: 1015-5074. janvier-juin 2012, p. 103 à 122
- « La Construcción Jurisprudencial de los Sistemas Europeo e Interamericano de Protección de los Derechos Humanos en Materia de Derechos Económicos, Sociales y Culturales ». Porto Alegre : éd. Núria Fabris, 2009
- Memória anotada, comentada e jurisprudencial do Comitê Nacional para os Refugiados. Brasília: Haut-Commissariat des Nations Unies pour les réfugiés, 2007, 163 pages
- Os Rumos do Direito Internacional dos Direitos Humanos – Ensaio em Homenagem ao Professor Antônio Augusto Cançado Trindade. Porto Alegre : éd. Sergio Antonio Fabris, 2005. Coordenação da Obra. 6 tomes, 3 437 pages
- Os direitos econômicos, sociais e culturais na América Latina e o Protocolo de San Salvador. Porto Alegre : éd. Sergio Antonio Fabris, 2001, 244 pages.

Askar Shakirov (Kazakhstan)

Date et lieu de naissance : 2 février 1956, Kazakhstan

Langues de travail : russe, kazakh, anglais et chinois

Formation

- 1978 : Université d'État de Moscou (Institut des études asiatiques et africaines)
- 1984 : Académie du Ministère de l'intérieur de l'Union des républiques socialistes soviétiques (études universitaires de troisième cycle)
- 1984 : Candidate of law science

Activités professionnelles

- 1978-1992 : membre du Ministère de l'intérieur, Moscou (Union des républiques socialistes soviétiques)
- 1992 : Directeur du département du droit conventionnel du Ministère des affaires étrangères de la République du Kazakhstan
- 1992-1995 : Chef adjoint et Chef de la Direction du droit conventionnel du Ministère des affaires étrangères du Kazakhstan
- 1995-1996 : Chargé d'affaires du Kazakhstan à Séoul (République de Corée)
- 1996 : Ambassadeur extraordinaire du Ministère des affaires étrangères du Kazakhstan
- 1996-1998 : Vice-Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan
- 1998-2004 : Ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire du Kazakhstan à Delhi (Inde)
- 2004-2006 : Vice-Ministre des affaires étrangères du Kazakhstan
- 2006-2007 : Président du Comité de contrôle des douanes du Ministère des finances du Kazakhstan
- Depuis 2007 : Commissaire aux droits de l'homme, Ombudsman du Kazakhstan, membre du conseil chargé de la politique juridique sous la direction du Président kazakh, membre du comité d'amnistie sous la direction du Président kazakh

Fonctions actuelles

- Commissaire aux droits de l'homme au Kazakhstan

Publications

- Plus de 25 publications nationales

Heisoo Shin (République de Corée)

Date et lieu de naissance : 23 juin 1950, Province de Gyeonggi (République de Corée)

Langues de travail : anglais et coréen

Formation

- Doctorat en sociologie, Rutgers – State University of New Jersey (États-Unis d'Amérique) (1991)
- Maîtrise en sociologie, Université pour femmes d'Ewha (1976)
- Licence d'anglais et de littérature, Université pour femmes d'Ewha (1972)

Fonctions actuelles

- Professeure invitée, Graduate School of International Studies, Université pour femmes d'Ewha, Séoul
- Représentante du Korea Center for United Nations Human Rights Policy
- Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels

Activités professionnelles

- Membre du Comité des droits économiques, sociaux et culturels depuis 2011
- Membre (et Vice-Orésidente pour 2003-2004) du Comité pour l'élimination de la discrimination à l'égard des femmes (2001-2004 et 2005-2008)
- Commissaire de la Commission nationale des droits de l'homme de Corée (2005-2008)
- Membre du Comité consultatif international pour l'étude approfondie de toutes les formes de violence à l'égard des femmes réalisée par le Secrétaire général (2005-2006)
- Membre de la mission spéciale des Nations Unies en Afghanistan (août 2006)
- Représentante du Conseil coréen pour la défense des femmes enrôlées dans l'armée japonaise à des fins d'esclavage sexuel (2004-2007)

Expérience universitaire

- Professeure adjointe, École supérieure d'études internationales, Université pour femmes d'Ewha (2008-2012)
- Professeure, faculté du bien-être social, Université de Hanil et séminaire théologique presbytérien (1993-2000)

Publications

- Situations of Gender Discrimination in Colleges and Measures for Change; Policy development research, Ministère de l'éducation, 2000
- Political Economy of the Entertainment Industry in Korea, traduit par Kim Jo Sul, Tokyo : Shinkansha, 1997

- Letting Daughter-in-Law Do the Bibimbap Dishwashing While Letting Daughter Do the Nulnabap Dishwashing? Press 21, 1996 (coauteur)

Rodrigo Uprimny Yepes (Colombie)

Date et lieu de naissance : 13 avril 1959, Bogota (Colombie)

Résumé

- Avocat colombien, titulaire d'un doctorat d'économie politique à l'Université d'Amiens, en Picardie, d'un diplôme supérieur d'université en sociologie du droit à l'Université de Paris 2 et d'un diplôme d'études approfondies en économie du développement à l'Université de Paris 1 (Institut d'étude du développement économique et social); actuellement Directeur du Centre d'études du droit, de la justice et de la société « Dejusticia » et professeur de droit constitutionnel, droits de l'homme et théorie générale de l'État à l'Université nationale de Colombie, à Bogota; membre de la Commission internationale de juristes; a été chercheur invité à l'American University de Washington (États-Unis), l'Université de Grenoble (France) et l'Université d'Utrecht (Pays-Bas); et juge auxiliaire de la Cour constitutionnelle colombienne. Il a écrit de nombreux ouvrages et articles sur les droits de l'homme, le droit constitutionnel, les tensions entre le droit et l'économie, les droits sociaux, le système judiciaire et la justice transitionnelle. On compte au nombre de ses publications en anglais : « The Constitutional Court and Control of Presidential Extraordinary Powers in Colombia » (2003), in Siri Glippen, Roberto Gargarella et Elin Skaar (éd.), *Democratization and the Judiciary*: London, Frank Cass; « The Enforcement of Social Rights by the Colombian Constitutional Court: Cases and Debates » (2006), in Roberto Gargarella, Pilar Domingo et Theunis Roux (éd.), *Courts and Social Transformation in New Democracies: An Institutional Voice for the Poor?*, Ashgate; avec Maria Paula Saffon, « Uses and Abuses of Transitional Justice Discourse in Colombia », in *PRIO Policy Brief* (2008); « Transformative reparations of massive gross human rights violations: between corrective and distributive justice », in *Netherlands Quarterly of Human Rights* (2009), vol. 27, n° 4; avec Maria Paula Saffon, « Report on Colombia », in Cherif Bassiouni (éd.), *The pursuit of International Criminal Justice: A world Study on Conflicts, Victimization and Post-conflict Justice*, Antwerp, Intersentia, 2010; « The Recent Transformation of Constitutional Law in Latin America: Trends and Challenges », 89 *Texas L. Rev.* 1587 (2011).

Langues

- Espagnol : langue maternelle
- Français et anglais : écrit, lu et parlé
- Portugais et italien : lu

Formation universitaire

- Doctorat d'économie politique à l'Université d'Amiens, en Picardie (avec mention), 1992, thèse de doctorat sur le thème : État, accumulation et légitimité : analyse théorique et interprétation du « Front National »
- Diplôme supérieur d'université en sociologie du droit à l'Université de Paris 2 (mention « bien ») (1986)

- Diplôme d'études approfondies en socioéconomie du développement à l'Université de Paris 1 (Institut d'études sur le développement économique et social) (1985)
- Juris Doctor, Universidad Externado de Colombia (1984)

Expérience professionnelle

- Membre fondateur du Centre d'études du droit, de la justice et de la société (Dejusticia) et Directeur exécutif (depuis 2005)
- Professeur à la faculté de droit, Université nationale de Colombie (depuis 1993)
- Directeur du programme de maîtrise en droit, Université nationale de Colombie (2005--2008)
- Directeur du programme de certification sur le droit constitutionnel, faculté de droit de l'Université nationale de Colombie (Bogota) (1999-2005)
- Juge auxiliaire à la Cour constitutionnelle colombienne (1994-2004)
- Défenseur des droits de l'homme, avocat et chercheur spécialisé dans les droits de l'homme de la Commission colombienne de juristes (organisation non gouvernementale) (1989-1993)
- Consultant sur la violence, la participation des citoyens, le règlement des conflits et la justice, Programme des Nations Unies pour le développement
- Plan Nacional de Rehabilitación, Colombie (mai-décembre 1993)

Distinctions

- Bourse d'honneur pour l'étudiant le plus brillant, faculté de droit, Universidad Externado de Colombia (Bogota) (1979-1983)
- Bourse pour des études de troisième cycle, « Concurso del Centenario de la Constitución de 1886 », Banco central de Colombia (1984)
- Gagnant du concours sur l'influence de la Déclaration universelle des droits de l'homme en Colombie, Université autonome (1989)
- Prix d'excellence de l'Université nationale en 2006 et 2012
- Prix Simón Bolívar pour le meilleur article de journal en 2013

Carlos Rafael Urquilla Bonilla (El Salvador)

Date et lieu de naissance : 25 février 1976, San José (Costa Rica)

Langues de travail : espagnol et anglais

Lues uniquement : portugais et français

Formation

- Inter-American System of Human Rights, DePaul University, International Human Rights Law Institute, Jeanne and Joseph Sullivan Programme for Human Rights in the Americas (Inter-American Legal Clinic), Chicago (États-Unis), 1999
- Droits de l'homme, Université d'État à distance (Costa Rica), 2008 (cursus universitaire de maîtrise terminé)
- Licence en droit, Université du Costa Rica, 2005 (deuxième diplôme universitaire)
- International Human Rights Law and Refugees Law, University of Oxford, New College, Oxford (Royaume-Uni), 2002 (programme coorganisé avec la George Washington University)
- Maîtrise en droit et sciences juridiques, Université d'El Salvador, 2001 (premier diplôme universitaire)

Activité professionnelle**A. Activités principales**

- Sous-Secrétaire pour l'intégration sociale de la présidence de la République, El Salvador (2009-2013)
- Directeur et chef de l'équipe chargée de la mise en œuvre du projet « Ciudad Mujer » (2009-2013)
- Conseiller juridique sur l'établissement et la formulation du projet de convention interaméricaine sur la lutte contre le racisme et toutes les formes de discrimination et d'intolérance (2008)
- Conseiller juridique sur l'établissement et la formulation du projet de protocole facultatif se rapportant au Pacte international relatif aux droits économiques, sociaux et culturels : document de travail (2007)

B. Activités d'enseignement universitaire

- Protection internationale des droits de l'homme (professeur invité), Université de Guanajuato, programme de troisième cycle sur les politiques publiques et les droits de l'homme, Mexique (2008-2009)
- Droit international public, faculté de droit de l'Université du Costa Rica (2006-2008)
- Aspects politiques du droit constitutionnel, département de sciences politiques de la faculté de sciences sociales de l'Université du Costa Rica (2007-2008)

- Séminaire sur les aspects politiques du droit international et des relations internationales, département de sciences politiques de la faculté de sciences sociales de l'Université du Costa Rica (2007-2008)
- Droit constitutionnel, département du droit de la faculté de sciences humaines et naturelles, Universidad Centroamericana « José Simeón Cañas », El Salvador (2002-2004)

C. Activités au sein des systèmes internationaux des droits de l'homme

- Représentant de l'État devant la Commission interaméricaine des droits de l'homme, dans le cadre d'audiences publiques sur la situation, dans le pays, des droits de l'homme des transsexuels ainsi que de l'indépendance du pouvoir judiciaire et de l'état de droit, Washington (octobre 2013)
- Représentant de l'État devant le Comité des droits de l'enfant dans le cadre de la présentation publique des troisième et quatrième rapports périodiques d'El Salvador sur la Convention relative aux droits de l'enfant et du premier rapport périodique d'El Salvador sur le Protocole facultatif à la Convention relative aux droits de l'enfant, concernant la vente d'enfants, la prostitution des enfants et la pornographie mettant en scène des enfants, Genève (janvier 2010)
- (Liste non exhaustive)

Fonctions actuelles

- Depuis 2001 : 1vocat, droit des droits de l'homme, aux niveaux national et international
- Depuis 2001 : conseiller juridique en droit des droits de l'homme, droit international et droit public

Publications

A. Livre

- *La Justiciabilidad Directa de los Derechos Económicos, Sociales y Culturales en el Sistema Interamericano*, Institut interaméricain des droits de l'homme, mars 2009 (*uniquement en espagnol*)

B. Articles spécialisés

- « Los Derechos Económicos, Sociales y Culturales en Costa Rica », *in La Protección Judicial de los Derechos Sociales*, pour le Ministère de la justice et des droits de l'homme équatorien (Christian Courtis et Ramiro Ávila Santamaría, éd.), octobre 2009 (*uniquement en espagnol*)
- Articles sur les réseaux sociaux et les droits de l'homme (Ombudsman)

Affiliation à des associations et récompenses

- Membre de l'American Society of International Law depuis 2008
- Distinguished Visitor, University of Cincinnati, Urban Morgan Institute for Human Rights (2003)